



CLER

Réseau pour la transition énergétique

Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 22 juillet 2015 relative à la structure des tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité

Réponse du CLER

Le 30 septembre 2015

Association CLER
47 avenue Pasteur
93100 Montreuil
Tél : 01 55 86 80 00
Fax : 01 55 86 80 01
Web : www.cler.org
Courriel : info@cler.org

Table des matières

I Le CLER en bref.....	1
II Remarque préalable	1
III Réponses aux questions	1
IV Chauffage électrique	2
V Maitrise de l'énergie	3
IV Energies renouvelables.....	4

I Le CLER en bref

Représentativité et point de vue du CLER vis à vis de la distribution d'énergie

Le CLER est une association de protection de l'environnement spécialisée dans l'énergie. Le CLER est un réseau regroupant plus de 250 acteurs des territoires : associations locales, agences de l'énergie, collectivités, PME, organismes de formation...

Actif sur depuis 1984 sur une transition vers un système énergétique durable par des échanges, des actions d'information et de communication et des propositions, le CLER représente aujourd'hui 15 000 citoyens via ses associations membres. Ses adhérents oeuvrent au sein des SRCAE et des PCET, mais aussi sur la distribution directement (syndicats d'énergie), ou à travers des projets d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables.

II Remarques préalables

Sur la forme, le CLER regrette que la présente consultation ait été lancée à cette période de l'année. Au delà d'une mauvaise diffusion de l'information, cela contraint très fortement les structures de petite taille telle que le CLER dans la mobilisation de l'expertise présente au sein de son réseau. Le cas du CLER n'est malheureusement pas un cas isolé : le sujet du TURPE 5 est un sujet structurant du système électrique français qui mérite mieux qu'un débat tronqué.

Etant donné les délais extrêmement contraints, le CLER est dans l'impossibilité de répondre question par question à la présente consultation.

Sur le fond, le CLER est surpris que la consultation de la CRE s'appuie sur des travaux et études réalisées par une société qui vient de réaliser une étude pour le compte de l'Union Française de l'électricité et son alter-ego allemand dont l'objet est d'influencer les instances européennes sur la mise en place d'un mécanisme de capacité. Cela interroge l'impartialité de l'expertise sur laquelle s'appuie la présente consultation.¹

Effacement, TURPE 4, mécanismes de capacité : de nombreux sujets abordés dans la consultation de la CRE et récemment mis en oeuvre font aujourd'hui l'objet de procédures judiciaires. Le CLER espère que les différentes consultations permettront de sécuriser juridiquement le TURPE 5 au bénéfice de l'intérêt général et de la transition énergétique.

¹

http://ufe-electricite.fr/IMG/pdf/france-germany_study_report-2.pdf



III Réponses aux questions

Les problématiques exposées par le document de la consultation de la CRE en préalable à la question 1 font effectivement partis des enjeux du TURPE 5. Ceux ne sont cependant pas les seuls. Le CLER citera parmi ceux manquants :

- le prochain TURPE doit se structurer de manière à ce que les objectifs d'investissement dans les réseaux soient tenus. Il doit être prévu des pénalités financières dissuasives en cas de non atteinte d'objectifs de qualité (temps de coupure par exemple) ou bien de non-atteinte des objectifs d'investissement ;
- le niveau actuel de remontée de dividendes d'ERDF à la maison mère EDF est inacceptable pour le consommateur. Il doit être contractualisé à un niveau moyen pondéré correspondant à la prise de risques réelle ;
- conformément à l'article 31 de la Directive 2009/72, une séparation patrimoniale et comptable pleine et entière doit être faite entre ERDF et sa maison mère EDF. Le CLER renvoie à ce sujet la démarche d'UFC-Que Choisir devant le CORDIS : la future structure du TURPE 5 devra bien entendu prendre en compte les conclusions de ce contentieux.

IV Chauffage électrique

Lors des consultations CRE du 6 mars 2012 et du 9 juillet 2013, le CLER indiquait qu'il était « **indispensable de refléter dans la structure du TURPE différents niveaux de puissance correspondant à la pénétration du chauffage électrique sous forme peu performante d'effet Joule** ».

Nous indiquions également que « **les gestionnaires de réseaux devraient être incités à participer au financement de ces solutions techniques simples, à hauteur des économies qu'elles engendrent sur les besoins de renforcement de réseaux [...]** Le Turpe pourrait à cette fin prévoir une rémunération du gestionnaire de réseau lorsqu'il investit dans des actions de MDE ciblées à minima équivalente à celle qu'il obtient lorsqu'il investit dans du renforcement ».

Nous souhaitons également qu'« **Afin de mettre de mener de manière cohérente cette réflexion, ce travail doit être complété par une étude sur le coût réel du chauffage électrique par effet joule et la climatisation afin de :**

- **Détailler les coûts suivant les différents postes (infrastructures transport et distribution, production de pointe, importations, etc) ;**
- **analyser les coûts par région (en particulier pour Bretagne, PACA, la Corse et l'Outre-mer) et par types de périodes (en particulier pour la pointe) ;**



- Etudier le financement des charges correspondantes et les transferts de charges entre les catégories d'abonnés . »

Le CLER formule une nouvelle fois ses remarques et demandes. Le CLER regrette qu'à ce jour aucune étude relative à l'impact du chauffage électrique n'ait été lancée. Pourtant, entre temps les problèmes de gestion de réseau ont continué de se renforcer, RTE parlant désormais de « « séisme » des pics de consommation » dans son rapport d'équilibre offre-demande.

Le CLER rejoint la CRE dans l'idée que le TURPE 5 doit permettre une convergence entre le prix du kWh et son coût, l'enjeu majeur étant la gestion des pointes saisonnières, journalières et horaires liées au développement incontrôlé du chauffage électrique.

Le CLER partage également les craintes de la CRE en matière de précarité énergétique : une différenciation saisonnière entrainera si rien n'est fait une augmentation pouvant être très importante de la précarité énergétique. La mise en oeuvre conjointe d'outils de maîtrise de l'énergie dédié aux bâtiments chauffés à l'électricité directe par les pouvoirs publics est incontournable.

Cela rappelle donc l'urgence de la mise en œuvre d'une politique ambitieuse d'efficacité énergétique, et son lien fort avec le TURPE et sa structure.

V Maîtrise de l'énergie

Concernant la question 3, le CLER souhaite rappeler les objectifs officiels en matière de maîtrise de l'énergie : 20% de réduction absolue de la consommation d'énergie d'ici à 2030, 50% d'ici à 2050. La priorité des priorités doit donc être donnée aux économies d'énergies et notamment la rénovation énergétique des bâtiments.

A ce sujet, le CLER ne peut souscrire à l'idée de baser la maîtrise de la pointe électrique sur le couple chauffage électrique et effacement dont les impacts sur les consommateurs en matière économique et de confort sont extrêmement négatifs. Plus généralement, le CLER est pour l'instant extrêmement réservé sur le marché de capacité, alors même que nous sommes en surcapacité, et l'effacement dont les structures actuelles de rémunération entraînent des contentieux et semblent défavorables à l'intérêt général. L'idée d'un marché de capacité qui serait neutre financièrement pour le consommateur, et ne pénalisant pas certaines formes d'énergie semble tout à fait utopique.



IV Energies renouvelables

Le CLER regrette qu'aucune de ses remarques faites sur le sujet des énergies renouvelables dans sa réponse à la consultation du 6 mars 2012 n'ait été prise en compte (cf. annexe).

De plus, les investissements réalisés lors de raccordements au réseau de distribution de systèmes de production EnR sont de manière générale des investissements de renouvellement. Il est anormal qu'ils soient financés à 100% par les producteurs, et donc via la CSPE par les consommateurs d'énergie, alors même que ces derniers ont constitué via le tarif d'acheminement des provisions pour financer ce même renouvellement. La prise en charge par le gestionnaire de réseau pour tout ou partie (cf. nos remarques du 6 mars 2012 en annexe) des frais de raccordement doit donc être rétablie.

